

SOCIÉTÉ

Menace de grève de la surveillance pendant le bac

Ultime tentative de contestation de la loi Blanquer, des syndicats doivent se réunir mercredi. Ils envisagent de bloquer les examens.

CAROLINE BEYER [@BeyerCaroline-](#)

ÉDUCATION Dernier baroud d'honneur ou vraie menace sur les examens du baccalauréat ? Régulièrement agitée, mais jamais mise à exécution, l'éventualité d'une grève de la surveillance des professeurs a refait surface la semaine dernière. Les syndicats doivent se réunir ce mercredi pour trancher sur ce mode d'action quasi inédit.

« Avec un ministre qui n'écoute pas, nous sommes contraints d'envisager ce mode d'action », explique Frédérique Rolet, la secrétaire générale du Snes, qui s'empresse de préciser, à l'adresse des élèves et de leurs familles, que c'est bien Jean-Michel Blanquer qui « portera toute la responsabilité de ce blocage ». La semaine dernière, le syndicat majoritaire du second degré, farouchement opposé à la réforme du bac et du lycée attendue à la rentrée prochaine, a fait savoir qu'il envisageait d'appeler à une grève de la surveillance le 17 juin, première journée des épreuves écrites du bac, avec la philosophie et le français. Les trois quarts des répondants à la consultation lancée il y a un mois par le Snes auprès de ses adhérents approuvent ce



J.-P. KSIAZEK/AFP

La première journée des épreuves écrites du bac aura lieu le 17 juin.

mode d'action radical. De quoi inquiéter le ministère ?

Pas vraiment. Seuls 11 % des adhérents du syndicat ont répondu à la consultation. Et si certains établissements sont largement mobilisés, comme le lycée Stéphane-Hessel à Toulouse - 80 % des enseignants ont répondu

à la question posée par le Snes, dont les trois quarts en faveur de la grève -, le mouvement est loin d'être général. Dans un tel contexte, il sera aisé pour la Rue de Grenelle, après avoir identifié les éventuels points « chauds » - dans les académies de Toulouse, Montpellier et Créteil - de prévoir des sur-



veillants de remplacement. En 2003, dans un contexte de réforme de la décentralisation, la grève de la surveillance, très peu suivie, n'avait pas perturbé le déroulement du baccalauréat. En réalité, seule l'année 1968 et son contexte de blocage généralisé avaient affecté l'examen, obligeant les

« Au XXI^e siècle, les grèves d'un jour ne donnent rien »

JEAN-RÉMI GIRARD (SNALC)

pouvoirs publics à se contenter d'un oral. Cette année-là, 81 % avaient décroché le précieux sésame, contre 59 % l'année précédente.

Mais nous sommes loin de 68. Si le ministre, porteur d'une loi sur l'école - sur laquelle Assemblée et Sénat doivent trouver désormais un compromis -, a essuyé plusieurs grèves depuis le mois de mars, les effectifs de la mobilisation se font de plus en plus faibles. Et ils concernent surtout les professeurs du premier degré. « Au XXI^e siècle, les grèves d'un jour ne donnent rien. Est-ce que les contrôleurs aériens se contentent de trois banderoles devant les toilettes ? » s'emporte Jean-Rémi Girard, au Snalc. En mars dernier, le syndicat classé dans

le camp conservateur, avait sondé ses adhérents. Le ministre Blanquer récoltait alors 58 % d'avis négatifs. Plus de 30 % se prononçaient pour une grève des examens. Leur première revendication ? Une augmentation des salaires. « Il va falloir se mettre d'accord sur le mode d'action, mais aussi sur nos revendications. Celles-ci doivent être limitées, ne pas partir dans tous les sens », poursuit le président du Snalc. Outre le Snes et le Snalc, la réunion de ce mercredi comptera FO et SUD. Mais il y aura aussi deux absents : l'Unsa et le Sgen, qui se refusent à entraver l'examen qu'élèves et professeurs préparent depuis de nombreux mois. « Je ne crois pas à la mobilisation », souffle un syndicaliste. « Cette consultation a eu peu d'échos. Pourtant, il y a eu un gros travail de conviction sur le terrain ! C'est même devenu un sujet de tension et d'engueulades en salle des profs », ajoute-t-il.

« Tout cela traduit une usure des formes d'actions. C'est triste », résume Philippe Vincent, du syndicat des personnels de direction (SNPDEN), qui n'y croit pas tellement. « Aujourd'hui, dans les établissements, nous sommes davantage dans la mise en place de la réforme du lycée et la préparation de la rentrée que dans la contestation », conclut-il. ■